

PRÉFET DE LA REGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Service Connaissance, Etudes, Prospective
et Evaluation

Lyon, le 10 février 2011

Avis proposé par : Nicole CARRIÉ
Unité Evaluation Environnementale
Tél. : 04 37 48 36 41
Courriel : nicole.carrie
@developpement-durable.gouv.fr

**Avis de l'autorité environnementale
relatif à la régularisation administrative des activités de fabrication de fusibles
industriels et d'appareillage de protection électrique basse et moyenne tension
Commune de SAINT-BONNET-DE-MURE
Département du RHÔNE
Dossier présenté par la société MERSEN**

REFER : *Q:\UEE\EIE\Avis_AE_Projets\AE_ICPE\69_ICPE_UT\2011\Ste_Mersen_S
t_Bonnet_de_Mure\Avis_def*

Préambule :

Compte tenu de l'importance et des incidences du projet sur l'environnement, le projet de régularisation administrative des activités de fabrication de fusibles industriels et d'appareillage de protection électrique basse et moyenne tension sur la commune de SAINT-BONNET-DE-MURE, présenté par la société MERSEN, est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L. 122-1 et R. 122-1-1 du code de l'environnement.

L'avis porte sur la qualité de l'étude d'impact et de l'étude de danger et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il devra être mis à la connaissance du public.

Comme prescrit à l'article L. 122-1 et R. 512-3 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage a produit un dossier comportant notamment une étude d'impact et une étude de danger. Le dossier comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R. 512-2 à R.512-10. Il a été déclaré recevable le 21 décembre 2010, et transmis à l'autorité environnementale le 06 janvier 2011 qui en a accusé réception le jour-même.

Afin de produire cet avis et en application de l'article R. 122-1-1 IV, le préfet de département et ses services compétents en environnement ont été consultés le 06 janvier 2011.

1. PRÉSENTATION

La société MERSEN exerce des activités de fabrication de fusibles industriels et d'appareillage de protection électrique basse et moyenne tension dans l'établissement qu'elle exploite à Saint-Bonnet-de-Mure.

Ces activités relevant du régime de l'autorisation préfectorale, la société MERSEN a donc déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vue de régulariser sa situation administrative.

2. ANALYSE DU CARACTÈRE COMPLET DE L'ÉTUDE D'IMPACT ET DU CARACTÈRE APPROPRIÉ DES ANALYSES ET INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT

L'étude d'impact comprend les six alinéas visés par le paragraphe II de l'article R.512-8 du code de l'environnement, et couvre l'ensemble des thèmes requis.

2.1 État initial et identification des enjeux environnementaux du territoire

L'analyse de l'état initial est satisfaisante et proportionnée aux enjeux de la zone d'étude.

L'établissement est essentiellement entouré d'entreprises. Les habitations les plus proches sont distantes de plus de 150 m.

2.2 Analyse des effets du projet sur l'environnement

Le dossier présente une analyse satisfaisante de l'impact des activités de l'établissement sur l'environnement.

Au titre des risques chroniques, l'impact sonore, les milieux air, eau, sol et la production de déchets sont correctement abordés. Le site n'est pas localisé dans un périmètre de protection d'un captage d'alimentation en eau potable.

Concernant la faune et la flore, le site n'est pas localisé sur une Zone Nationale d'Intérêt Écologique Floristique ou Faunistique. De plus, le territoire de la commune de Chassieu ne comporte pas de Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux et n'est pas classé Natura 2000.

2.3 Justification du projet

Dans le cas d'une régularisation administrative d'un établissement existant, la justification à proprement parler de l'emplacement du projet est sans objet.

2.4 Mesures prévues pour supprimer, limiter et, si possible, compenser les inconvénients de l'installation

Au vu des impacts réels ou potentiels, l'étude d'impact présente de manière détaillée les mesures prévues afin de supprimer, réduire et compenser les incidences de l'activité de l'établissement. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement.

Les dépenses relatives à la protection de l'environnement sont précisées.

2.4.1 Eau

Prélèvement

Les procédés de fabrication ne consomment pas d'eau. La consommation d'eau de ville (environ 2 800 m³/an) est essentiellement dédiée aux besoins sanitaires.

Rejets

Les eaux usées sont dirigées vers le réseau public d'assainissement dont l'exutoire est la station d'épuration de Saint-Fons.

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau enterré raccordé à 15 puits d'infiltration.

2.4.2 Air

L'utilisation de sable dans les procédés de fabrication est à l'origine d'émission de poussières. Un dépoussiéreur équipé de filtres permet d'en limiter les rejets.

2.4.3 Bruit

Les principales sources d'émissions sonores sont les transports et les groupes froid des unités de climatisation.

Les niveaux ambiants, et les émergences relevées lors de la campagne de mesure de bruit effectuée en novembre et décembre 2009, respectaient les valeurs réglementaires autorisées.

2.4.4 Déchets

Les déchets sont identifiés. Ils sont éliminés dans des installations dûment autorisées.

2.4.5 Santé

Le principal risque sanitaire est lié à l'inhalation de poussières. L'exploitant a indiqué que les émissions sont négligeables en raison du dépoussiéreur. Des analyses à sa sortie seraient utiles afin d'en confirmer l'efficacité et in fine justifier l'absence de risque sanitaire.

2.5 Conditions de remise en état du site après exploitation

Les dispositions prévues dans l'hypothèse d'une cessation d'activité sont clairement présentées.

2.6 Résumé non technique

Le résumé non technique aborde tous les éléments du dossier. Sa lisibilité n'appelle pas d'observation.

3. CONCLUSION DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

L'étude d'impact est claire et concise. Elle est complète et prend en compte de façon proportionnée les enjeux environnementaux.

Les mesures prises par l'exploitant sont appropriées aux enjeux.

Pour le préfet de région, par délégation,
pour le directeur régional, par délégation,
le chef du service CEPE

Service CEPE
La chef de l'unité Evaluation Environnementale
des Plans, Programmes et Projets
Philippe GRAZIANI
Nicole CARRIÉ

